

GROUPES DE L'OPPOSITION

FONTAINE, NOTRE PLANÈTE COMMUNE, ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Des masques gratuits à l'école !

Dans cette période de pandémie le rôle du maire est de protéger tous les publics. L'équipe municipale précédente avait commandé et distribué plusieurs dizaines de milliers de masques et anticipé la deuxième vague en stockant plusieurs milliers d'autres, prêts à être distribués si la situation le nécessitait.

La nouveauté de cette reprise scolaire de novembre, c'est que les enfants, dès l'âge de 6 ans, doivent porter un masque en classe. Mesure prise par le gouvernement pour tenter d'endiguer l'épidémie de coronavirus dont 37 % des clusters sont issus du milieu scolaire et universitaire (Santé Publique France)

Comme l'État n'assure pas de réelle distribution gratuite dans les établissements, il revient aux familles de se fournir en masques et d'en assurer les frais. Acheter une boîte de 50 masques taille enfant coûte parfois près de 20 euros. Un coup dur pour le porte-monnaie des parents et véritable casse tête pour trouver le masque adapté pour son enfant, alors que la pandémie, dont on ne connaît pas la durée, a accéléré les difficultés qu'ils connaissent déjà : perte d'emploi ou chômage partiel, isolement, manque d'accès aux soins.

Beaucoup de familles ne peuvent pas équiper leurs enfants correctement avec le risque d'en voir certains contraints de porter le même masque plusieurs jours.

Plusieurs communes ont mis en place des distributions gratuites.

À Fontaine la collectivité doit aussi se mobiliser. Nous avons alerté le maire lors du dernier conseil municipal du lundi 2 novembre et lors de la réunion des présidents de groupe le lendemain. En vain, nous n'avons pas été entendus. Pour le maire les parents ont pris leurs dispositions et il ne voit pas l'utilité d'en acheter ou d'en distribuer vu que ces derniers n'en ont pas manifesté le besoin.

Pour nous, Il est impératif que la mairie fournisse rapidement et gratuitement des masques à nos enfants afin qu'ils soient tous correctement équipés pour aller à l'école en toute sécurité.

Jean-Paul Trovero (PC) - Président, Amélie Amore (PS), Raymond Souillet (société civile)

OSER À FONTAINE

Les LGBTI, c'est pas une priorité !

En 2020, en France, les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes subissent encore de violentes discriminations : refus de service, violences institutionnelles et médicales, insultes, humiliations, outing, menaces, violences physiques ou viols.

En 2019, ces violences ont augmenté de 36 %, après une forte hausse de 38 % en 2018.

Selon le dernier rapport du Ministère de l'intérieur, 1 870 personnes ont déposé plainte pour des violences subies en raison de l'orientation sexuelle ou identité de genre, sachant que seulement 5 à 20 % des violences subies font l'objet d'une plainte.

La crise sanitaire du Covid, propice aux violences intra-familiales, annonce un tableau plus noir encore.

C'est à nous tou.te.s de faire reculer les violences envers les populations LGBTI, car si nous sommes confiné.e.s, nos luttes ne le sont pas.

En cette période cruciale de défense de nos libertés fondamentales, nous avons proposé ce vœu à l'ensemble du Conseil Municipal : que l'Hôtel de ville arbore le drapeau arc-en-ciel le jour de la marche des Fiertés ce 7 novembre et lors de la Journée internationale de lutte contre l'homophobie et la transphobie le 17 mai 2021.

Revenant sur son engagement pris en réunion des président.e.s de groupe la semaine précédente, le Maire a refusé que ce débat ait lieu et que nous puissions présenter ce vœu, arguant qu'il avait d'autres priorités. Clairement, la lutte contre les discriminations est, pour cette équipe, accessoire. Malgré le refus de cette main tendue, et parce que cette question fait partie de nos engagements, nous avons voulu afficher un soutien politique fort : nos trois élu.e.s ont déployé des drapeaux LGBTI devant la mairie le 7 novembre.

Cette action, nous la dédions aux victimes de discriminations, à celles et ceux qui doivent nier leur orientation sexuelle ou leur identité de genre pour vivre, et parfois survivre.

C'est la voix de celles et ceux qui ont dû se taire et qui s'obligent encore à faire silence.

Sophie Romera (LFI) - Présidente, Jérôme Dutroncy (PG), Camille Montmasson (EELV)